

Arrangement administratif

entre

**le Ministre des affaires étrangères et du développement international de la
République française**

et

le Ministre de l'éducation et des sciences de la République de Lettonie

**relatif aux procédures d'appel à proposition de projets conjoints de recherche
dans le cadre du programme de Partenariat Hubert Curien franco-letton
« Osmose »**

Le Ministre des Affaires étrangères et du Développement international de la République française et le Ministre de l'Education et des Sciences de la République de Lettonie, ci-après dénommées « les Parties »,

Désireux d'approfondir la coopération scientifique bilatérale dans le cadre de l'Accord de coopération culturelle, éducative, technique, scientifique et technologique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Lettonie signé le 14 avril 1997, et plus particulièrement son article 5 qui encourage la coopération entre leurs communautés scientifiques, leurs institutions scientifiques, y compris universitaires, et leurs institutions à vocation technologique dans des domaines d'intérêt réciproque.

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1^{er}

L'objectif du Programme de Partenariat Hubert-Curien Osmose, ci-après dénommé le « Programme », est de favoriser le développement d'une coopération scientifique et technologique d'excellence entre des établissements d'enseignement supérieur et de recherche (ci-après les « instituts de recherche ») et des entreprises publiques et privées des deux pays. Cette coopération a pour objectif de permettre la réalisation de projets scientifiques de haute qualité et le développement de

technologies compétitives en s'appuyant sur la mobilité des chercheurs partenaires entre chacun des deux pays, conformément aux termes du présent arrangement.

Article 2

2.1. Les actions franco-lettonnes de coopération scientifique et technologique mises en œuvre dans le cadre du présent arrangement sont coordonnées conjointement par :

- le Ministère des Affaires étrangères et du Développement international en liaison avec le Ministère de l'Education nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, pour la partie française ;
- le Ministère de l'Education et des Sciences, pour la partie lettonne.

2.2. Seuls les dossiers de candidature préparés conjointement et co-déposés (ci-après dossiers de candidature) par les chercheurs partenaires auprès des opérateurs (ci-après opérateurs) désignés par chacune des Parties pour la gestion du Programme dans leur pays respectif sont déclarés éligibles.

Article 3

3.1. Ce Programme doit permettre, grâce à un appel à projets (ci-après appel à projets) lancé conjointement en France et en Lettonie, de créer, autour de projets de recherche, des partenariats scientifiques franco-lettons.

3.2. Les projets de recherche, co-déposés et co-évalués par les deux Parties, sont sélectionnés par un Comité mixte dans la limite des sommes allouées au Partenariat par chaque Partie. Ce Comité mixte se réunit bisannuellement ou sur demande écrite d'une des Parties, alternativement en France et en Lettonie. Le Comité mixte est composé d'au moins trois (3) représentants désignés par chaque Partie. Les frais liés à l'organisation et à la tenue des réunions du Comité mixte sont pris en charge par la Partie d'accueil, les frais de transport et d'hébergement sont pris en charge par la Partie d'envoi.

3.3. Afin d'assurer une procédure de sélection efficace, les deux Parties s'engagent à :

3.3.1. définir conjointement les termes de l'appel à projets ;

3.3.2. examiner uniquement les projets reçus dans les délais impartis ;

3.3.3. échanger les listes des projets déposés de part et d'autre afin d'établir une liste de projets co-déposés (ci-après la « liste ») ;

3.3.4. soumettre chacun des projets co-déposés à une évaluation scientifique par les deux parties et échanger les notes issues des évaluations avant la réunion du Comité mixte.

3.4. L'appel à projets est ouvert à toutes les équipes de recherche (ci-après équipes de recherche) dépendant d'instituts de recherche ou d'entreprises publiques ou privées de l'une ou l'autre des Parties. Tous les domaines de la recherche scientifique sont concernés.

3.5. Chaque Partie évalue la qualité des projets co-déposés en tenant compte des critères suivants :

- qualité scientifique et caractère innovant du projet ;
- compétence des équipes à mener à bien le projet ;
- qualité des infrastructures à disposition des équipes candidates et nécessaires pour la réalisation du projet ;
- complémentarité des équipes franco-lettones dans la spécialité ;
- retombées scientifiques ou industrielles prévisibles ;
- participation de doctorants ou de jeunes chercheurs.

3.6. A l'achèvement de chaque projet financé, un rapport est rédigé par chacun des deux partenaires afin de dresser le bilan du travail accompli et de présenter d'éventuelles perspectives de coopération et de valorisation industrielle. Ce rapport est transmis à l'opérateur de chacune des parties et au service en charge de la coopération scientifique de l'Ambassade de France en Lettonie.

3.7. Il appartient à chacun des partenaires de veiller à une protection efficace et à une juste répartition de la propriété intellectuelle résultant de la réalisation du projet commun dans le respect des engagements internationaux liant les deux pays.

Article 4

4.1. Ce Programme est financé à parité par chacune des Parties, dans la limite de leurs dotations annuelles de fonctionnement courant respectives. Les financements sont annuels.

4.2. La durée d'un projet est de deux (2) ans. A titre exceptionnel et suite à une décision du Comité mixte, le projet peut être prolongé et financé une (1) année supplémentaire si cela est justifié par :

- une perspective de mise en réseau régional ;
- la préparation d'un projet européen ;
- la valorisation industrielle.

4.3. Les moyens accordés par les deux Parties visent à apporter aux équipes de recherche une aide complémentaire à la mobilité des équipes de recherche, dans la limite des montants fixés par les opérateurs. Les prises en charge concernent exclusivement des mobilités de courtes durées.

4.4. Le pays d'envoi prend en charge les frais de voyage, dans la limite du montant fixé dans l'appel à projets, et d'assurance maladie de ses chercheurs ; le pays invitant assurant les frais d'accueil et d'hébergement.

- les frais d'accueil et d'hébergement pour les chercheurs français versés par la Partie lettone sont fixés bisannuellement à l'occasion du Comité mixte dans le cadre de l'appel à projets.

- les frais d'accueil et d'hébergement pour les chercheurs lettons versés par la Partie française sont fixés bisannuellement à l'occasion du Comité mixte dans le cadre de l'appel à projets.

Article 5

5.1. Un calendrier prévisionnel est établi bisannuellement à l'occasion du Comité mixte dans le cadre de l'appel à projets. Il détermine l'échéancier concernant :

- l'annonce conjointe de l'appel à projets ;
- la date limite de soumission des projets ;
- la réunion ultérieure du Comité mixte ;
- l'annonce des projets retenus suite à l'appel à projets et la date d'engagement des projets.

Article 6

6.1. Tout différend relatif à l'interprétation ou à la mise en oeuvre du présent arrangement est réglé à l'amiable par voie de consultation ou de négociation entre les Parties au sein du Comité mixte.

6.2. Chaque Partie prend, conformément à sa législation et à sa réglementation, toutes mesures nécessaires pour assurer les meilleures conditions possibles en vue de la mise en oeuvre du présent Arrangement.

6.3. Le présent Arrangement n'a pas d'incidence sur la validité ni l'exécution des obligations qui découlent des autres traités ou accords internationaux conclus par l'une ou l'autre des Parties.

Article 7

7.1. Le présent arrangement entre en vigueur au jour de sa signature par les Parties.

7.2. La durée de validité du présent Arrangement est de quatre (4) ans. Il est reconduit tacitement tous les quatre (4) ans, à moins que l'une des Parties ne notifie par écrit par la voie diplomatique son intention de le dénoncer. La dénonciation prend effet six (6) mois après la date de réception de la notification.

7.3. Tout projet en cours d'exécution au moment de la dénonciation du présent arrangement est mené à son terme dans les conditions établies dans l'appel à projet qui le concerne.

Fait à Riga, le 22 / 02 / 2016, dans les langues lettone et française, en deux exemplaires originaux, les deux textes faisant également foi.

Pour le Ministre des Affaires
étrangères et du développement
international de
la République française,



Monsieur Stéphane Visconti
Ambassadeur de France
en Lettonie

Ministre de l'Education
et des Sciences de la

République de Lettonie



Madame Mārīte Seile
Ministre de l'Education
et des Sciences

**Latvijas Republikas Izglītības un zinātnes ministrijas un
Francijas Republikas Ārlietu un starptautiskās attīstības ministrijas**

**Administratīva vienošanās par sadarbību
Hubert Curien partnerības programmā „Osmoze”**

Latvijas Republikas Izglītības un zinātnes ministrija un Francijas Republikas Ārlietu un starptautiskās attīstības ministrija (turpmāk abas kopā – Puses, katra atsevišķi – Puse),

vēloties padziļināt divpusējo sadarbību zinātnes jomā, pamatojoties uz 1997.gada 14.aprīļa Latvijas Republikas valdības un Francijas Republikas valdības kultūras, izglītības, tehnikas, zinātnes un tehnoloģiju sadarbības līguma 5.pantu, kas paredz veicināt sadarbību starp to zinātniskajām institūcijām, tai skaitā augstskolām un to tehnoloģiskajām institūcijām kopējo interešu jomās,

ar šo vienošanos (turpmāk – Vienošanās) Puses vienojas par turpmāko:

1.pants

Hubert Curien partnerības programmas „Osmoze” (turpmāk – Programma) mērķis ir veicināt un attīstīt augsta līmeņa zinātniski pētniecisko sadarbību starp Latvijas un Francijas zinātniskajām institūcijām, tai skaitā augstākās izglītības institūcijām un valsts un privātajiem uzņēmumiem (turpmāk – projekta dalībnieki), mobilitātes pasākumu ietvaros saskaņā ar Vienošanos, lai sekmētu augsta līmeņa zinātnisko pētījumu īstenošanu un konkurētspējīgu tehnoloģiju izstrādi.

2.pants

2.1. Francijas un Latvijas projektu dalībnieku sadarbības pasākumus Programmas ietvaros koordinē:

- no Latvijas Puses – Latvijas Republikas Izglītības un zinātnes ministrija;

- no Francijas Puses – Francijas Republikas Ārlietu un starptautiskās attīstības ministrija sadarbībā ar Francijas Republikas Augstākās izglītības un zinātnes ministriju.

2.2. Programmas ietvaros atbalstu var saņemt sadarbības projekta pieteikums (turpmāk – projekta pieteikums), kuru abu valstu projekta

dalībnieki ir iesnieguši savas Puses valsts par Programmas īstenošanu atbildīgajā institūcijā (turpmāk – atbildīgā institūcija).

3.pants

3.1. Programmas uzdevums ir atbalstīt tās dalībnieku zinātniski pētnieciskās sadarbības projektu pieteikumu izstrādi. Katra Puse Programmas ietvaros vienlaicīgi izsludina Programmas atklātu projektu pieteikumu konkursu (turpmāk – konkurss).

3.2. Projektu pieteikumus izvērtē Pušu izveidota kopīga Programmas komisija (turpmāk – Programmas komisija), piešķirot finansējumu Programmas īstenošanai paredzētā budžeta ietvaros. Programmas komisija sanāk kopā reizi divos gados pārmaiņus Latvijā un Francijā, vai arī pēc vienas Puses rakstiska pieprasījuma. Programmas komisijas sastāvā ir vismaz trīs (3) pārstāvji no katras Puses. Izdevumus par Programmas komisijas sanāksmes organizēšanu un norisi sedz uzņemošā Puse. Ceļa izdevumus sedz nosūtošā Puse.

3.3. Lai nodrošinātu mērķtiecīgu un efektīvu konkursam pieteikto projektu pieteikumu atlasī, Puses apņemas:

3.3.1. kopīgi noteikt konkursa īstenošanas kārtību;

3.3.2. izvērtēt konkursa nolikumā noteiktajā termiņā saņemtos projektu pieteikumus;

3.3.3. savstarpēji apmainīties ar informāciju par konkursā iesniegtajiem projektu pieteikumiem, lai izveidotu vienotu konkursā iesniegto projektu pieteikumu sarakstu (turpmāk – saraksts);

3.3.4. veikt savā valstī sarakstā minēto projektu pieteikumu zinātnisko izvērtējumu (turpmāk – ekspertīzi), un pirms Programmas komisijas sanāksmes apmainīties ar ekspertīzes rezultātiem.

3.4. Konkursā projekta pieteikumu visās zinātnes nozarēs var iesniegt projekt dalībnieku izveidota zinātniskā grupa no zinātniskām institūcijām un valsts un privātajiem uzņēmumiem (turpmāk – zinātniskā grupa).

3.5. Katra Puse ekspertīzi veic, ņemot vērā šādus kritērijus:

- projekta pieteikumā norādītā īstenojamā projekta (turpmāk – projekts) zinātniskais līmenis un tā inovatīvais raksturs;
- zinātnisko grupu dalībnieku kompetence ar projekta īstenošanu saistītajā zinātnes nozarē;
- projekta īstenošanai nepieciešamās zinātniskās infrastruktūras nodrošinājums;

- projekta īstenošanā iesaistīto zinātnisko grupu dalībnieku spēja savstarpēji papildināt vienu otru;
- paredzamā projekta rezultātu izmantošana zinātnē vai izstrādēs;
- doktorantu, doktora grāda pretendentu un jauno zinātnieku iesaistīšanās projekta īstenošanā.

3.6. Pabeidzot projekta īstenošanu, abu valstu projekta dalībnieki iesniedz kopīgi sagatavotu pārskatu par projektu īstenošanas rezultātiem, norādot iespējamās sadarbības perspektīvas un rūpniecisko nozīmi. Minēto pārskatu katras Puses valsts projekta dalībnieki iesniedz savas Puses atbildīgajai institūcijai un Francijas vēstniecības Sadarbības un kultūras dienestam.

3.7. Projekta dalībniekiem ir pienākums sekot līdzi projektu ietvaros radītā intelektuālā īpašuma aizsardzībai atbilstoši Pusēm saistošiem starptautiskiem līgumiem.

4.pants

4.1. Puses Programmu finansē, ņemot vērā paritātes principu un atbilstoši katrai no Pusēm ikgadēji pieejamajiem līdzekļiem. Katra Puse finansējumu projekta īstenošanai atbilstoši līgumam piešķir katru gadu.

4.2. Projekta īstenošanas ilgums ir divi gadi. Izņēmuma kārtā, pamatojoties uz Programmas komisijas attiecīgu lēmumu, finansējums projektam, kuru īsteno atbilstoši līgumam, var tikt piešķirts papildus uz vēl vienu gadu, ja:

- projektu izmantos par pamatu reģionāla sadarbības tīkla izveidei;
- projektu izmantos kā pamatu Eiropas Savienības programmas sadarbības projekta izstrādei;
- plānota projekta rezultātu rūpnieciska izmantošana.

4.3. Katras Puses piešķirtais finansējums projektam ir paredzēts zinātniskās grupas dalībnieku mobilitātes izdevumu segšanai, apmaksājot īslaicīgas uzturēšanās izdevumus.

4.4. Katra Puse sedz savas zinātniskās grupas dalībnieku ceļa un apdrošināšanas izdevumus otras Puses valstī, atbilstoši konkursa nolikumā noteiktajam finansējumam. Uzturēšanās izdevumus otras Puses valstī uzaicinātāja Puse sedz otras Puses zinātniskās grupas dalībniekiem:

- dienas naudas apjomu diviem turpmākajiem gadiem, ko uzturoties Latvijā saņem Francijas zinātniskās grupas dalībnieki, nosaka Programmas komisija;

- dienas naudas apjomu diviem turpmākajiem gadiem, ko uzturoties Francijā saņem Latvijas zinātniskās grupas dalībnieki, nosaka Programmas komisija.

5.pants

5.1. Plānoto Programmas īstenošanas grafiku katram divu gadu periodam nosaka Programmas komisija, un tas ietver:

- konkursa izsludināšanas termiņu;
- projektu pieteikumu iesniegšanas termiņu;
- nākamās Programmas komisijas sanāksmes datumu;
- projektu īstenošanas uzsākšanas termiņu.

6.pants

6.1. Jebkuras domstarpības, kas rodas sakarā ar Vienošanās interpretāciju vai piemērošanu, tiek risinātas starp Pusēm konsultāciju vai pārrunu ceļā Programmas komisijas ietvaros.

6.2. Katra Puse atbilstoši savā valstī spēkā esošajām tiesību normām, veic nepieciešamās darbības Vienošanās noteikumu īstenošanai.

6.3. Vienošanās neietekmē citus starptautiskus līgumus, ko noslēgusi viena vai otra Puse.

7.pants

7.1. Vienošanās stājas spēkā dienā, kad to parakstījušas abas Puses.

7.2. Vienošanās ir noslēgta uz četriem (4) gadiem. Šim termiņam beidzoties, Vienošanās automātiski tiek pagarināta uz katriem nākamajiem četriem (4) gadiem. Ja viena no Pusēm vēlas vienpusēji izbeigt Vienošanos, tad tā informē otru Pusi par to rakstiski sešus mēnešus iepriekš. Vienošanās tiek pārtraukta sešus (6) mēnešus pēc rakstiskā paziņojuma saņemšanas.

7.3. Vienošanās pārtraukšanas gadījumā Programmas ietvaros apstiprināto projektu īstenošana tiek turpināta līdz līguma termiņa beigām atbilstoši attiecīgās Programmas komisijas lēmumam.

Vienošanās ir parakstīta Rīgā, 2016.gada 09. 08 divos oriģināleksemplāros, katrs franču un latviešu valodā, katram no tiem ir vienāds juridiskais spēks.

Latvijas Republikas
Izglītības un zinātnes ministrijas
vārdā



Māriete Seile,
Izglītības un zinātnes ministre

Francijas Republikas
Ārlietu un starptautiskās attīstības ministrijas
vārdā



Stefans Viskonti
Francijas vēstnieks Latvijā